

[TRADUCTION DU STTP]

JAPAN POSTAL GROUP UNION
5-2-2, Higashi Ueno, Taito-ku,
Tokyo 110-0015, JAPON
Téléphone : +81 3 5830 2717 TÉLÉCOPIEUR : +81 3 5830-2484
Site Web : <http://www.jprouso.or.jp>

Destinataires :

Justin Trudeau, Premier ministre du Canada

Carla Qualtrough, ministre des Services publics et de l'Approvisionnement du Canada

Jessica L. McDonald, présidente du conseil d'administration et PDG par intérim de Postes Canada

Les travailleurs et travailleuses des postes du Canada ont droit à mieux!

Mesdames,
Monsieur,

Le Japan Postal Group Union croit comprendre que, le 20 octobre dernier, dans le cadre des négociations, la direction de Postes Canada a rejeté les propositions du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) en matière de santé et de sécurité, des propositions pourtant cruciales.

Le rapport de Postes Canada de 2017 sur la responsabilité sociale confirme qu'il y a urgence d'agir en matière de santé et de sécurité aux postes. En effet, le rapport révèle que le nombre d'accidents du travail les plus graves (accidents entraînant la perte de journées complètes de travail) s'est accru de 36 % l'an passé par rapport à l'année précédente. De fait, le nombre d'heures de travail perdues pour cause d'accidents a augmenté de 46 % par rapport à 2015.

Le taux d'accidents invalidants est 5,4 fois plus élevé à Postes Canada que dans le reste des secteurs visés par la réglementation fédérale. Cette situation touche les travailleurs et travailleuses de toutes les installations postales ainsi que les facteurs et factrices. Ces quatre dernières années, les membres du STTP ont subi 30 774 accidents du travail, dont 14 751 accidents invalidants.

Malgré ce constat, Postes Canada refuse de remédier adéquatement à cet enjeu, ainsi qu'aux autres enjeux majeurs. Elle a rejeté les propositions du STTP qui visent à maximiser le nombre d'emplois à plein temps au sein de l'unité urbaine et à rémunérer les factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS) pour toutes les heures travaillées. La direction veut plutôt que les FFRS prolongent leurs heures de travail ou qu'ils travaillent des heures supplémentaires, et ce, sans rémunération.

Le STTP, membre affilié de l'Internationale des compétences et des services (UNI Global Union), veut, par la négociation, obtenir une réduction de la surcharge de travail et ainsi mettre fin au vol des salaires. En tant que fédération internationale du travail, nous appuyons la lutte pour des emplois sécuritaires et de qualité dans le secteur postal. Chaque travailleur et travailleuse a droit à un emploi qui ne met pas sa santé et sa sécurité en danger. Le respect de ce droit est nécessaire pour permettre aux travailleurs et travailleuses des postes de fournir un service de qualité qui contribue à la rentabilité du service postal et en garantit l'avenir.

Nous appuyons sans réserve les revendications du STTP visant à trouver une solution aux enjeux en cause. Nous demandons à la direction de Postes Canada et au gouvernement du Canada de voir à la reprise des négociations pour régler la question de la sécurité d'emploi, mettre fin aux heures supplémentaires obligatoires et à la surcharge de travail, renforcer les protections en matière de santé et de sécurité, diversifier les services et accorder l'équité salariale aux FFRS.

Nous sommes tout à fait solidaires de nos confrères et consœurs du STTP et des travailleurs et travailleuses des postes du Canada. Nous appuyons tous les moyens de pression nécessaires pour ramener Postes Canada à la table de négociation afin d'y conclure une convention collective négociée qui garantit le respect de la santé et de la sécurité des travailleurs et travailleuses des postes.

Salutations distinguées,

(signature)
Mitsugi Masuda
Président
Japan Postal Group Union